

JORF n° 0251 du 29 octobre 2009

Texte n° 1

LOI

LOI n° 2009-1311 du 28 octobre 2009 relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet (1)

NOR: JUSX0913484L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 2009-590 DC du 22 octobre 2009 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

[commentaire :

avertissement sur les changements apportés par la hadopi 2, hadopi 1 et Dadvsi, aux articles du code de la propriété intellectuelle.

la loi hadopi 1 (article 11) crée un article 336-3 (au code de la propriété intellectuelle) qui oblige les internautes à sécuriser leur ligne

la loi hadopi 1 (article 5) crée un article 331-26 dans lequel la HADOPI 'enjoint' les internautes réclacitrants à respecter l'article 336-3

la loi hadopi 2 (article 12) décale l'article 331-26 qui devient l'article 331-25

la loi DADVSI de 2006 avait étendu les peines pour contrefaçon (335-2 et 335-3) à la contrefaçon en ligne

la loi de lutte contre la contrefaçon de 2007 (article 38) avait ensuite créé l'éventualité d'une contravention comme peine pour les auteurs de délits de contrefaçon (335-2 à 335-4)

la loi hadopi 2 (article 8) crée un article 335-7-1, qui à titre de « peine complémentaire » suspend l'abonnée des réclacitrants du nouvel article 331-25.

la peine principale est la contravention, maintenant associée à l'injonction de la HADOPI (au début de cet article 8)

la loi hadopi 2 (article 5), dit que la procédure juridique sera l'ordonnance pénale (un

jugement express appliqué aux infractions routières)]

Article 1

Après l'article L. 331-21 du code de la propriété intellectuelle, dans sa rédaction issue de la loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 [= la loi Hadopi1 ndlc] favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet, il est inséré un article L. 331-21-1 ainsi rédigé :

« Art.L. 331-21-1.-Les membres de la commission de protection des droits [de la HADOPI ndlc], ainsi que ses agents habilités et assermentés devant l'autorité judiciaire mentionnés à l'article L. 331-21, peuvent constater les faits susceptibles de constituer des infractions prévues au présent titre lorsqu'elles sont punies de la peine complémentaire de suspension de l'accès à un service de communication au public en ligne mentionnée aux articles L. 335-7 et L. 335-7-1.

[ces articles vont être créés ci dessous dans l'article 7]

« Ils peuvent en outre recueillir les observations des personnes concernées. Il est fait mention de ce droit dans la lettre de convocation.

« Lorsque les personnes concernées demandent à être entendues, ils les convoquent et les entendent. Toute personne entendue a le droit de se faire assister d'un conseil de son choix.

« Une copie du procès-verbal d'audition est remise à la personne concernée. »

Article 2

Le code de la propriété intellectuelle, dans sa rédaction issue de la loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 précitée, est ainsi modifié :

1° Le dernier alinéa de l'article L. 331-22 est supprimé ;

2° L'article L. 331-25 est abrogé.

Article 3

Le code de la propriété intellectuelle, dans sa rédaction issue de la loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 précitée, est ainsi modifié :

1° L'article L. 331-26 est ainsi modifié :

a) La première phrase du premier alinéa est complétée par les mots : « et l'avertissant des sanctions encourues en application des articles L. 335-7 et L. 335-7-1 » ;

b) A la dernière phrase du deuxième alinéa, le mot : « peut » est remplacé par le mot : « doit » et les mots : « d'envoi » sont remplacés par les mots : « de présentation » ;

2° La seconde phrase du premier alinéa de l'article L. 331-35 est complétée par les mots : « et en application de l'article **L. 335-7-1** ».

Article 4

L'article L. 331-36 du même code, dans sa rédaction issue de la loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 précitée, est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La personne dont l'activité est d'offrir un accès à des services de communication au public en ligne est tenue d'informer la commission de protection des droits de la date à laquelle elle a débuté la suspension ; la commission procède à l'effacement des données à caractère personnel relatives à l'abonné dès le terme de la période de suspension. »

Article 5

Au deuxième alinéa de l'article L. 331-37 du même code, dans sa rédaction issue de la loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 précitée, les mots : « et de tous les actes de procédure afférents » sont remplacés par les mots : «, de tous les actes de procédure afférents et des modalités de l'information des organismes de défense professionnelle et des sociétés de perception et de répartition des droits des éventuelles saisines de l'autorité judiciaire ainsi que des notifications prévues au cinquième alinéa de l'article **L. 335-7** ».

Article 6

I. — Après le onzième alinéa(9°) de l'article 398-1 du **code de procédure pénale**, il est inséré un 10° ainsi rédigé :

« 10° Les délits prévus aux articles L. 335-2, L. 335-3 et L. 335-4 du code de la propriété intellectuelle, lorsqu'ils sont commis au moyen d'un service de communication au public en ligne. »

II. — Après l'article 495-6 du même code, il est inséré un article 495-6-1 ainsi rédigé :

« Art. 495-6-1.-Les délits prévus aux articles L. 335-2, L. 335-3 et L. 335-4 du code de la propriété intellectuelle, lorsqu'ils sont commis au moyen d'un service de communication au public en ligne, peuvent également faire l'objet de **la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale** prévue par la présente section.

[Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par la décision du Conseil constitutionnel n° 2009-590 DC du 22 octobre 2009.] »

Article 7

Après l'article L. 335-6 du **code de la propriété intellectuelle**,
il est rétabli **un article L. 335-7** ainsi rédigé :

« **Art.L. 335-7.-Lorsque l'infraction est commise au moyen d'un service de communication au public en ligne, les personnes coupables des infractions prévues aux articles L. 335-2, L. 335-3 et L. 335-4 peuvent en outre être condamnées à la peine complémentaire de suspension de l'accès à un service de communication au public en ligne pour une durée maximale d'un an, assortie de l'interdiction de souscrire pendant la même période un autre contrat portant sur un service de même nature auprès de tout opérateur.**



« Lorsque ce service est acheté selon des offres commerciales composites incluant d'autres types de services, tels que services de téléphonie ou de télévision, les décisions de suspension ne s'appliquent pas à ces services.

« La suspension de l'accès n'affecte pas, par elle-même, le versement du prix de l'abonnement au fournisseur du service. L'article L. 121-84 du code de la consommation n'est pas applicable au cours de la période de suspension.

« Les frais d'une éventuelle résiliation de l'abonnement au cours de la période de suspension sont supportés par l'abonné.

« Lorsque la décision est exécutoire, la peine complémentaire prévue au présent article est portée à la connaissance de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet, qui la notifie à la personne dont l'activité est d'offrir un accès à des services de communication au public en ligne afin qu'elle mette en œuvre, dans un délai de quinze jours au plus à compter de la notification, la suspension à l'égard de l'abonné concerné.

« Le fait, pour la personne dont l'activité est d'offrir un accès à des services de communication au public en ligne, de ne pas mettre en œuvre la peine de suspension qui lui a été notifiée est puni d'une amende maximale de 5 000 €.

« Le 3° de l'article 777 du code de procédure pénale n'est pas applicable à la peine complémentaire prévue par le présent article. »

Article 8

Après l'article L. 335-6 du même code,
il est inséré un article **L. 335-7-1** ainsi rédigé :

« **Art.L. 335-7-1.-Pour les contraventions de la cinquième classe** prévues par le présent code, lorsque le règlement le prévoit,
la [même] peine complémentaire définie à l'article L. 335-7 peut être prononcée

selon les mêmes modalités, en cas de négligence caractérisée, à l'encontre du titulaire de l'accès à un service de communication au public en ligne auquel la commission de protection des droits, en application de l'article L. 331-25, a préalablement adressé, par voie d'une lettre remise contre signature ou de tout autre moyen propre à établir la preuve de la date de présentation, une recommandation l'invitant à mettre en œuvre un moyen de sécurisation de son accès à internet.



« La négligence caractérisée s'apprécie sur la base des faits commis au plus tard un an après la présentation de la recommandation mentionnée à l'alinéa précédent.

« Dans ce cas, la durée maximale de la suspension est d'un mois.

« Le fait pour la personne condamnée à la peine complémentaire prévue par le présent article de ne pas respecter l'interdiction de souscrire un autre contrat d'abonnement à un service de communication au public en ligne pendant la durée de la suspension est puni d'une amende d'un montant maximal de 3 750 €. »

Article 9

Après l'article L. 335-6 du même code, il est inséré un article **L. 335-7-2** ainsi rédigé :

« Art. **L. 335-7-2**. - Pour prononcer la peine de suspension prévue aux articles **L. 335-7** et **L. 335-7-1** et en déterminer la durée, la juridiction prend en compte les circonstances et la gravité de l'infraction ainsi que la personnalité de son auteur, et notamment l'activité professionnelle ou sociale de celui-ci, ainsi que sa situation socio-économique. La durée de la peine prononcée doit concilier la protection des droits de la propriété intellectuelle et le respect du droit de s'exprimer et de communiquer librement, notamment depuis son domicile. »

Article 10

Le dernier alinéa de l'article L. 336-3 du code de la propriété intellectuelle, dans sa rédaction issue de la loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 précitée, est complété par les mots : «, sous réserve des articles **L. 335-7** et **L. 335-7-1** ».

Article 11

Le premier alinéa de l'article 434-41 du code pénal est complété par les mots : «, d'interdiction de souscrire un nouveau contrat d'abonnement à un service de communication au public en ligne résultant de la peine complémentaire prévue en matière délictuelle par l'article **L. 335-7** du code de la propriété intellectuelle ».

Article 12

I. — Le code de la propriété intellectuelle, dans sa rédaction issue de la loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 précitée, est ainsi modifié :

1° A l'article L. 331-17, la référence : « L. 331-26 » est remplacée par la référence : « L. 331-25 » ;

2° Aux articles L. 331-5, L. 331-6, L. 331-7, L. 331-41, L. 331-44 et L. 342-3-1, la référence : « L. 331-39 » est remplacée par la référence : « L. 331-31 » ;

3° Aux articles L. 331-5 et L. 331-44, la référence : « L. 331-40 » est remplacée par la référence : « L. 331-32 » ;

4° Aux articles L. 331-6, L. 331-39 et L. 342-3-1, les références : « L. 331-41 à L. 331-43 et L. 331-45 » sont remplacées par les références : « L. 331-33 à L. 331-35 et L. 331-37 » ;

5° **Les articles L. 331-26, L. 331-32, L. 331-35, L. 331-36, L. 331-37, L. 331-38, L. 331-39, L. 331-40, L. 331-41, L. 331-42, L. 331-43, L. 331-44 et L. 331-45 deviennent respectivement les articles L. 331-25, L. 331-26, L. 331-27, L. 331-28, L. 331-29, L. 331-30, L. 331-31, L. 331-32, L. 331-33, L. 331-34, L. 331-35, L. 331-36 et L. 331-37.**

II. — Au II de l'article 19 de la loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 précitée, la référence : « L. 331-45 » est remplacée par la référence : « L. 331-37 ».

III. — **Au second alinéa du 1 du I de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique [La LCEN], la référence : « L. 331-32 » est remplacée par la référence : « L. 331-26 ».** *[donc en fait, la LCEN n'est pas modifiée, c'est juste l'article qui change de numéro]*

Article 13

La présente loi est applicable sur l'ensemble du territoire de la République, à l'exception de la Polynésie française.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 octobre 2009.

Nicolas Sarkozy

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

François Fillon

La ministre d'Etat, garde des sceaux,

ministre de la justice et des libertés,

Michèle Alliot-Marie

Le ministre de la culture

et de la communication,

Frédéric Mitterrand

(1) Loi n° 2009-1311.

— *Travaux préparatoires* :

Sénat :

Projet de loi (n° 498, 2008-2009) ;

Rapport de M. Michel Thiollière, au nom de la commission de la culture (n° 511, 2008-2009) ;

Texte de la commission (n° 512, 2008-2009) ;

Discussion et adoption après engagement de la procédure accélérée le 8 juillet 2009 (TA n° 108).

Assemblée nationale :

Projet de loi adopté par le Sénat après engagement de la procédure accélérée (n° 1831) ;

Rapport de M. Franck Riester, au nom de la commission des affaires culturelles (n° 1841) ;

Discussion du 21 au 24 juillet 2009 et adoption le 15 septembre 2009 (TA n° 332).

Sénat :

Projet de loi modifié par l'Assemblée nationale (n° 617, 2008-2009) ;

Rapport de M. Michel Thiollière, au nom de la commission mixte paritaire (n° 623, 2008-2009) ;

Discussion et adoption le 21 septembre 2009 (TA n° 133).

Assemblée nationale :

Rapport de M. Franck Riester, au nom de la commission mixte paritaire (n° 1927) ;

Discussion et adoption le 22 septembre 2009 (TA n° 337).

—*Conseil constitutionnel :*

Décision n° 2009-590 DC du 22 octobre 2009 publiée au *Journal officiel* de ce jour.